

# Manuel de contrôle<sup>1</sup>

## Lard sec du Valais IGP<sup>2</sup>

*Version 1 (08-06-15)*

<b>Approuvé par l'APVSV<sup>3</sup> le :</b>	<b>23-09-15</b>
<b>Approuvé par le Conseil des Gérants de l'OIC<sup>4</sup> le :</b>	<b>12-11-15</b>
<b>Envoyé au SAS<sup>5</sup> et à l'OFAG le :</b>	<b>30-11-16</b>

---

<sup>1</sup> D'après l'article 8 de l'Ordonnance du DFE du 11 juin 1999 sur les exigences minimales relatives au contrôle des appellations d'origine et des indications géographiques protégées (RS 910.124), ce document est strictement confidentiel et ne doit en aucun cas être transmis à des tiers (organismes de contrôle et de certification inclus) sans accord explicite de l'OIC.

<sup>2</sup> Selon le cahier des charges du Lard sec du Valais, enregistrée comme IGP selon la décision du 6 mai 2015 de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG).

<sup>3</sup> Association des producteurs des Viandes séchées du Valais IGP (APVSV) - Organisation de producteurs au sens de l'Ordonnance (RS 919.117.72) sur les interprofessions et les organisations de producteurs (OIOP) - c/o Chambre valaisanne d'Agriculture, Av. de la Gare 2, CP 96, 1964 Conthey.

<sup>4</sup> Organisme Intercantonal de Certification Sàrl, Av. d'Ouchy 66, CP 1080, 1001 Lausanne (ci-après l'OIC).

<sup>5</sup> Service d'accréditation suisse SAS, Holzikofenweg 36, 3003 Berne (ci-après SAS).

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Contrôles / certification .....</b>	<b>4</b>
1.1	Généralités.....	4
1.1.1	But et entreprises concernées .....	4
1.1.2	Compétences et neutralité des sous-traitants.....	4
1.1.3	Conditions requises pour l'utilisation de l'IGP Lard sec du Valais .....	4
1.1.4	Certification initiale .....	4
1.1.5	Renouvellement du certificat.....	5
1.1.6	Fréquence des contrôles.....	5
1.1.7	Identification des produits certifiés par l'OIC.....	5
1.1.8	Communication entre l'OIC et le mandant .....	5
1.2	Contrôles aux différents échelons de la filière .....	5
1.2.1	Utilisateur : Contrôle des sites de production .....	5
1.2.2	Inspection sur site des processus et des installations .....	5
1.2.3	Test du produit final.....	6
1.2.4	Mandant, sous-traitant et contrôleur .....	6
<b>2</b>	<b>Règlement des sanctions.....</b>	<b>8</b>
2.1	Généralités.....	8
2.1.1	But .....	8
2.1.2	Obligations légales de transmission de l'information aux autorités concernées.....	8
2.1.3	Procédures entre l'OIC et le mandant.....	8
2.1.4	Description .....	8
2.1.5	Schéma de non-conformités et sanctions .....	8
2.1.6	Mesures.....	9
2.1.7	Classification du produit et durée de validité du certificat .....	9
2.1.8	Système de non-conformités .....	9
2.1.9	Communication des sanctions .....	10
2.2	Catalogue de sanctions.....	11
<b>3</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>14</b>
3.1	Documents requis .....	14

## Abréviations :

CdC	Cahier des charges / règlement
CL	Check-list ou Rapport de contrôle
D	Déclassement de la marchandise
Délai	Délai de remise en conformité
DFE	Département Fédéral de l'Economie
IGP	Indication Géographique Protégée
ISO 17'020	Norme d'accréditation pour les organismes d'inspection
ISO 17'025	Norme d'accréditation pour les laboratoires
ISO 17'065	Norme d'accréditation pour les organismes de certification
MC	Manuel de contrôle
MG	Matière grasse
M	Non-conformité Majeure
m	Non-conformité mineure
NC	Non-conformité
OFAG	Office Fédéral de l'Agriculture
OGM	Organisme Génétiquement Modifié
OIC	Organisme Intercantonal de Certification
R	Retrait de certificat
RS	Recueil Systématique
SAS	Service d'Accréditation Suisse

# 1 Contrôles / certification

## 1.1 Généralités

### 1.1.1 But et entreprises concernées

Ce manuel de contrôle, basé sur le cahier des charges du Lard sec du Valais, enregistré comme IGP selon la décision du 6 mai 2015 de l'Office fédéral de l'agriculture, régit l'ensemble des contrôles auxquels sont soumis les entreprises qui consacrent toute ou une partie de leur production au Lard sec du Valais et leur certification (utilisateurs).

L'OIC applique en cas de non-respect des exigences du cahier des charges (non-conformité) les sanctions selon le règlement des sanctions.

Chaque site de production est autonome et signe un contrat de contrôle et de certification avec l'OIC.

La mise à jour du présent manuel de contrôle est de la responsabilité de l'OIC et le mandant ne peut s'y opposer. Par ailleurs, si une modification du cahier des charges a lieu, le manuel de contrôle peut être modifié.

### 1.1.2 Compétences et neutralité des sous-traitants

L'OIC peut sous-traiter au mandant certaines tâches administratives, les examens organoleptiques (dégustations), les analyses chimiques et la gestion des marques de traçabilité des produits.

Si tel est le cas, une personne est mandatée par l'OIC pour réaliser les tâches sous-traitées. Selon la norme ISO 17'065, les compétences et la neutralité de cette personne sont évaluées lors d'un audit conduit par l'OIC.

L'OIC peut sous-traiter les contrôles sur site à d'autres organisations dans le but de combiner les différents contrôles au niveau de l'entreprise concernée. Ces contrôles sur site, respectivement les analyses chimiques, doivent être effectués par des organismes d'inspection accrédités à la norme ISO 17'020, respectivement des laboratoires accrédités à la norme ISO 17'025.

### 1.1.3 Conditions requises pour l'utilisation de l'IGP Lard sec du Valais

Pour utiliser la dénomination Lard sec du Valais, tous les utilisateurs doivent remplir les conditions fixées par le cahier des charges et être certifiés par l'OIC.

Les entreprises signent un contrat définissant le contrôle et la certification via l'OIC avec le mandant concerné.

### 1.1.4 Certification initiale

Pour obtenir la certification initiale de la part de l'OIC, les utilisateurs doivent être sous contrats avec l'OIC et doivent remplir toutes les conditions fixées par le cahier des charges et n'avoir aucune non-conformité majeure en suspens (certaines non-conformités mineures peuvent être admises du moment où les délais de remise en conformité sont respectés).

Dans le cas d'un délai de remise en conformité non respecté, une sanction de refus de certification sera édictée par l'OIC.

## 1.1.5 Renouvellement du certificat

Pour obtenir le renouvellement du certificat de la part de l'OIC, les utilisateurs doivent avoir effectué le paiement des frais de certification et ne doivent avoir aucune sanction de refus ou de retrait.

Dans le cas d'un délai de remise en conformité non respecté, une sanction de refus de renouvellement de certificat sera édictée par l'OIC.

## 1.1.6 Fréquence des contrôles

Tout utilisateur est soumis à une certification initiale. Les intermédiaires sont considérées comme des utilisateurs.

Lors de remise/reprise de commerce, de changement de gérant, d'exploitant ou de responsable de fabrication susceptible de changer le produit, l'entreprise concernée est également soumise à une certification initiale.

Tout utilisateur déjà certifié qui acquiert un nouveau site de production doit subir un contrôle initial.

La fréquence minimale de contrôle est déterminée par l'Ordonnance sur les exigences minimales relatives au contrôle des AOP et IGP (RS 910.124). La fréquence de contrôle est précisée dans le chapitre ci-dessous pour chaque type de contrôle, et est appliquée à partir de l'année suivant la certification initiale.

En cas de non-conformité (majeure ou mineure), un contrôle sera réalisé l'année suivant le constat de non-conformité. Dans ce cas, les frais de contrôle seront à la charge de l'entreprise contrôlée.

En cas de doute, l'OIC se réserve le droit de faire des contrôles inopinés en opérant de manière indépendante. Il peut inviter les organismes chargés d'effectuer les contrôles ou un représentant du mandant à collaborer.

Le mandant, les sous-traitants non-accrédités et les contrôleurs engagés directement par l'OIC sont audités régulièrement par l'OIC.

## 1.1.7 Identification des produits certifiés par l'OIC

Dans le cas où l'OIC doit être mentionné sur l'étiquette « produit », la charte graphique de l'OIC fait foi et doit être respectée. L'OIC doit valider les bons à tirer de chaque produit et producteur.

## 1.1.8 Communication entre l'OIC et le mandant

L'OIC se base sur sa base de données interne. Le mandant peut en obtenir certains aspects spécifiques. Le mandant doit avertir directement par mail en cas de tout nouveau produit complet ou entreprises au niveau administratif.

Chaque année, l'OIC présente un rapport au mandant avec la liste des non-conformités.

## 1.2 Contrôles aux différents échelons de la filière

### 1.2.1 Utilisateur : Contrôle des sites de production

- ◆ Tous les utilisateurs doivent signer un contrat de contrôle et de certification avec l'OIC
- ◆ Tous les utilisateurs doivent respecter les exigences du cahier des charges du Lard sec du Valais et le présent Manuel de contrôle.
- ◆ En cas de doute, tous les utilisateurs peuvent subir des contrôles supplémentaires en dehors du rythme prévu dans les tableaux suivants et indépendamment de la conclusion de conformité ou de non-conformité établie sur les rapports d'inspection.
- ◆ Si une entreprise comporte plusieurs sites de production, chaque site de production doit être contrôlé.
- ◆ Un certificat doit être délivré à chaque utilisateur conforme.
- ◆ Le cahier des charges du Lard sec du Valais, de la version en vigueur, est disponible sur le lieu de production.

### 1.2.2 Inspection sur site des processus et des installations

Article du Cahier des charges	Entreprises concernée	Fréquence	Exécution	Document	Supervision OIC
Art.6 : Matière première	Chaque site de production	Minimum 1 fois/ 2 ans	Inspecteur OIC	Rapport d'inspection	Examen des rapports
Art. 7 : Préparation et salage	Chaque site de production	Minimum 1 fois/ 2 ans	Inspecteur OIC	Rapport d'inspection	Examen des rapports
Art. 8 : Séchage	Chaque site de production	Minimum 1 fois/ 2 ans	Inspecteur OIC	Rapport d'inspection	Examen des rapports

### 1.2.2.1 Traçabilité et contrôle des flux

Article du Cahier des charges	Entreprises concernée	Fréquence	Exécution	Document	Supervision OIC
Art. 2 : Aire géographique	Chaque site de production	Minimum 1 fois/ 2 ans	Inspecteur OIC	Factures du fournisseur	Examen des rapports
Art 10 : Traçabilité	Chaque site de production	Minimum 1 fois/ 2 ans	Inspecteur OIC	Rapport d'inspection	Examen des rapports
Art 11 : Etiquetage	Chaque site de production	Minimum 1 fois/ 2 ans	APVSV - Inspecteur OIC	Rapport d'inspection	Examen des rapports

Art. 10 : La viande de porc suisse est séparée de la viande de porc étrangère. L'identification des morceaux de viande est réalisée telle qu'aucune confusion n'est possible.

### 1.2.3 Test du produit final

Articles du Cahier des charges	Entreprise concernée	Fréquence	Exécution	Document	Supervision OIC
Art 3 : Caractéristiques physiques	Chaque site de production	1 fois/ an	Comité de dégustation	Rapport de dégustation	Examen des rapports
Art.4 : Caractéristiques chimiques	Chaque site de production	1 fois / 2 ans	Prélèvement : Utilisateurs. Analyse : Laboratoire accrédité.	Rapport d'analyse annexé au rapport d'inspection	Examen du rapport
Art.5 : Caractéristiques organoleptiques	Chaque site de production	1 fois/ an	Comité de dégustation	Rapport de dégustation	Examen des rapports
Art. 9 : Evaluation du Lard sec du Valais	Chaque site de production	1 fois / an	Comité de dégustation	Rapport de dégustation	Examen des rapports

Art. 4 : Le fabricant est responsable de la réalisation des analyses chimiques.

Art. 5 : Le contrôle des caractéristiques organoleptiques du produit fini est assuré par des dégustations à l'aveugle sur des échantillons anonymes.

### 1.2.4 Mandant, sous-traitant et contrôleur

Le mandant est audité une fois par année. Lors de cet audit, l'OIC vérifie en particulier l'exécution correcte des tâches sous-traitées (réalisation de la dégustation, prélèvement des échantillons pour les analyses chimiques, contrôle de traçabilité avec suivi des marques, etc.).

Les sous-traitants accrédités aux normes ISO 17'020 / ISO 17'025, à qui l'OIC sous-traite des contrôles, peuvent être audités par l'OIC (pas de fréquence définie).

Les sous-traitants non accrédités, à qui l'OIC sous-traite des contrôles, sont audités par l'OIC une fois par année.

Un contrôleur embauché directement par l'OIC est audité par l'OIC une fois tous les deux ans.

La commission de dégustation est auditée une fois par année.

## 2 Règlement des sanctions

### 2.1 Généralités

#### 2.1.1 But

Ce règlement a pour but d'offrir à tous les utilisateurs soumis aux contrôles du Lard sec du Valais un traitement équitable et égal.

Toutes les décisions en matière de certification faisant suite aux contrôles sont du ressort de l'OIC. Les non-conformités sont signalées aux autorités (mandant, chimistes cantonaux, etc.) concernées.

Les utilisateurs sont tenus, en cas de recours sur une décision de l'OIC, d'apporter la preuve de la conformité de leur entreprise et de leur production.

#### 2.1.2 Obligations légales de transmission de l'information aux autorités concernées

L'obligation de transmission des informations aux autorités concernées est valable dès la certification initiale des utilisateurs.

L'OIC dénonce immédiatement au chimiste cantonal les non-conformités liées au cahier des charges du Lard sec du Valais, selon la nature et la gravité de la faute.

L'OIC annonce annuellement à l'instance supérieure (OFAG, OFEV,...) concernée les non-conformités liées au cahier des charges du Lard sec du Valais.

Réciproquement, si les autorités d'exécution du droit alimentaire relèvent dans une entreprise un manquement grave à la législation qui pourrait avoir des conséquences négatives sur la qualité (au sens large) ou l'indication géographique Lard sec du Valais, elles peuvent en informer l'OIC qui prendra alors les mesures nécessaires.

#### 2.1.3 Procédures entre l'OIC et le mandant

Lors de la certification initiale, les certificats sont envoyés par l'OIC aux utilisateurs avec copie au mandant.

Lors du renouvellement de la certification, les certificats sont envoyés par l'OIC directement aux utilisateurs concernés avec copie au mandant correspondant.

L'OIC décide des non-conformités et des sanctions et communique les décisions directement aux utilisateurs concernés avec copie au mandant correspondant.

Les mandants décident des éventuelles sanctions liées au contrat mandant-utilisateur (en complément des sanctions OIC).

Seul le mandant peut modifier son cahier des charges.

#### 2.1.4 Description

Dans le catalogue des sanctions, chaque sanction décrite correspond à une non-conformité liée à un point de contrôle correspondant au cahier des charges du Lard sec du Valais.

Le catalogue des sanctions n'est pas exhaustif. Suivant le cas de non-conformité, l'OIC peut édicter des sanctions encore non-décrites.

Dans les cas de récidive (la même non-conformité en l'espace de 2 ans), la sanction décrite peut être alourdie par l'OIC.

#### 2.1.5 Schéma de non-conformités et sanctions

On distingue deux types de non-conformités :

m = non-conformité mineure

M = non-conformité majeure

Et trois types de sanctions possibles :

Délai = Délai de remise en conformité



D = Déclassement de la marchandise (ne peut pas être vendue sous Lard sec du Valais)

R = Refus ou retrait de certificat

Il existe par ailleurs des cas particuliers où, à un des échelons de la filière, l'utilisateur n'apparaît pas dans la base de données de l'OIC. Le cas est alors immédiatement dénoncé aux autorités concernées et le lot ne peut pas être vendu sous l'appellation Lard sec du Valais.

### 2.1.6 Mesures

En cas de constat de non-conformité, l'OIC peut prendre différents types de mesures :

- ◆ L'enregistrement et la comptabilisation de la non-conformité, accompagnés d'un avertissement sur les conséquences éventuelles de non-conformités futures.
- ◆ Un refus ou un retrait de certificat s'appliquant à un lot donné et/ou à une période donnée avec éventuellement un déclassement.
- ◆ Un refus ou un retrait de certificat s'appliquant à un site de production. Dans ce cas, l'entreprise concernée ne peut ni transformer ni mettre sur le marché du Lard sec du Valais.

Ces mesures peuvent être prises conjointement ou indépendamment les unes des autres et seront obligatoirement suivies d'un contrôle supplémentaire et/ou d'une nouvelle séance de la commission de taxation et/ou d'une nouvelle analyse.

Les coûts supplémentaires causés aux utilisateurs par un déclassement de produit ou une non-conformité et par la procédure de mise en place pour la remise en conformité, ainsi que les coûts de traitement du dossier par l'OIC sont à la charge de l'entreprise responsable de la non-conformité (sauf indications spécifiques définies par le mandant).

### 2.1.7 Classification du produit et durée de validité du certificat

Le Lard sec du Valais est issu d'une production continue. Il s'agit d'un produit à longue conservation.

Le certificat remis à un utilisateur a une durée de validité de 2 ans.

### 2.1.8 Système de non-conformités

#### 2.1.8.1 Principes

L'OIC comptabilise les non-conformités selon les principes décrits ci-dessous et les notifie à l'entreprise concernée, en l'informant également des sanctions qui en découlent et en l'avertissant des conséquences éventuelles de non-conformités futures.

- ◆ Toute non-conformité est notifiée à l'entreprise concernée et enregistrée à l'OIC.
- ◆ Chaque non-conformité est classée "mineure" ou "majeure" selon sa gravité.
- ◆ Lors de la certification initiale aucune non-conformité majeure ne doit subsister.
- ◆ Lors du changement du responsable de fabrication, la comptabilisation des non-conformités repart à zéro.
- ◆ Les cas de fraudes graves et avérées, les fausses déclarations et le refus de contrôle (non accès au site et/ou aux informations nécessaires) peuvent entraîner un retrait de certificat immédiat.
- ◆ De plus, une décision de refus de certification s'appliquant à une quantité donnée de marchandise (interdiction de livrer de la viande, refus de certification de lots entiers ou pièce par pièce) peut être prise.

#### 2.1.8.2 Définition du lot pour Lard sec du Valais

La définition du lot est définie au niveau de chaque entreprise dans sa pratique interne de traçabilité, niveau applicable en cas de déclassement.

#### 2.1.8.3 Comptabilisation des non-conformités

Cumul de non-conformités mineures :

	Conséquence
Ne se remet pas en conformité dans le délai imparti	La NC mineure devient majeure

Récidive l'année suivante	
---------------------------	--

Cumul de non-conformités majeures :

	Conséquence
Ne se remet pas en conformité dans le délai imparti	Retrait du certificat
Récidive l'année suivante	

## 2.1.9 Communication des sanctions

### 2.1.9.1 Non-conformités mineures

Sanction : Délai de remise en conformité	Preuve
Immédiatement/ dans les 30 jours / 60 jours	Preuve écrite et/ou recontrôle

L'entreprise indique sa remise en conformité par écrit à l'OIC.

#### Mesures prises par l'OIC :

Lettre de notification recommandée à l'utilisateur et copie au mandant.

### 2.1.9.2 Non-conformités majeures

Sanction : Délai de remise en conformité	Preuve
Immédiatement sauf dérogation (délai fixé au cas par cas)	Preuve écrite et/ou recontrôle

L'entreprise indique sa remise en conformité par écrit à l'OIC.

Sanction : Refus ou retrait de certificat	Preuve
Nouvelle demande de certification initiale	Preuve écrite et recontrôle

Sanction : Déclassement de la marchandise	Preuve
Suivi des morceaux de viande concernée	Preuve écrite et recontrôle

L'entreprise indique sa remise en conformité par écrit à l'OIC.


#### Mesures prises par l'OIC :

Lettre de notification recommandée à l'utilisateur et copie au mandant. Les autorités compétentes sont informées en cas de besoin.

## 2.2 Catalogue de sanctions

Article CdC	Exigence à remplir	Si non-conformité		
		Type de NC	Sanctions	Responsabilité
Art. 2: Aire géographique	L'aire géographique d'élaboration du Lard sec du Valais est le canton du Valais.	M	R + D	Inspecteur OIC
	La naissance, l'élevage, l'abattage et la découpe des porcs ont lieu exclusivement en Suisse.	M	R + D	Inspecteur OIC
Art. 3 : Caractéristiques physiques	<sup>1</sup> Le Lard sec du Valais est un produit de salaison de longue conservation, séché, préparé exclusivement avec de la viande porcine et consommé à l'état cru.	M	R + D	Inspecteur OIC
	<sup>2</sup> Le Lard sec du Valais peut être pressée mais en aucun cas fumé.	M	R + D	Inspecteur OIC
	<sup>2</sup> Le séchage est uniforme et sa forme est rectangulaire. La perte de poids par rapport au produit frais varie en fonction de la couverture grasseuse, mais atteint au minimum 30%.	M	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>3</sup> Le Lard sec du Valais présente une texture ferme, composé de muscles et de gras entremêlé. La graisse est de couleur blanche.	M	Délai	Inspecteur OIC
Art. 4 : Caractéristiques chimiques	La composition en protéines et en lipides du Lard sec du Valais varie en fonction de l'état d'engraissement des porcs.	m	Délai	Laboratoire d'analyses
Art. 5 : Caractéristiques organoleptiques	Le Lard sec du Valais présente des caractéristiques organoleptiques selon l'article 9 ci-après. Son goût franc et ses arômes sont en harmonie avec son salage et ses plantes aromatiques.	Cf. art. 9-	-	-
Art.6 : Matières premières	<sup>1</sup> La matière première utilisée pour l'élaboration du Lard sec du Valais se compose de poitrine de porc, sans os, avec ou sans cartilage.	M	Délai	Inspecteur OIC Commission de dégustation
Art.7 : Préparation et salage	<sup>1</sup> Les lards parés sont brassés, manuellement ou mécaniquement, avec un mélange de sel et de plantes aromatiques ; les ferments de maturation, les agents rubéfiants et les sucres sont admis.	m	Délai	Inspecteur OIC Commission de dégustation
	<sup>2</sup> Les plantes aromatiques communément utilisées sont les suivantes : ail, basilic, coriandre, estragon, genièvre, girofle, laurier, livèche, marjolaine, muscade, origan, poivre, romarin, sarriette, sauge, thym. L'utilisation d'autres plantes est admise, mais ne doit pas être dominante.	m	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>3</sup> L'usage d'épices et de plantes à effet colorant (exemple : curry, curcuma, paprika, etc.) n'est pas autorisé.	m	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>4</sup> Les additifs suivants peuvent être utilisés en quantités conformes à la législation relative aux denrées alimentaires :  a) Conservateurs (E250, E251, E252) ;  b) Antioxydants (E300, E301, E302, E330, E331, E332).	M	Délai	Inspecteur OIC

	<sup>5</sup> L'injection n'est pas autorisée.	M	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>6</sup> Les lards reposent après le salage pendant 5 jours au minimum (...).	M	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>6</sup> Les lards reposent après le salage (...) à une température maximale de 12°C.	m	Délai	Inspecteur OIC
Art. 8 : Séchage	<sup>1</sup> Après le salage, les pièces peuvent être lavées ; elles sont ensuite suspendues sur des bâtons, afin de pouvoir être séchées.	m	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>2</sup> La température de séchage n'excède pas 18°C.	m	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>3</sup> Pendant le séchage, une moisissure noble se développe à la surface de chaque pièce.	m	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>4</sup> Les lards peuvent être pressés pendant le processus de séchage.	-	-	-
	<sup>5</sup> Les durées minimales d'élaboration des lards secs, incluant les phases de salaison, de séchage et d'affinage est d'au minimum 4 semaines	M	Délai	Inspecteur OIC
Art. 9 : Evaluation du Lard sec du Valais	<sup>1</sup> Les contrôles technologiques et organoleptiques déterminent l'aptitude des lards crus à l'obtention de l'appellation d'indication géographique protégée Lard sec du Valais.	-	-	-
	<sup>2</sup> L'analyse de chaque échantillon porte sur les points suivants : a) Analyse chimique : valeur Q2 <2 (rapport en la teneur en eau et la teneur totale en protéines).	m	Délai	Laboratoire d'analyses
	<sup>2</sup> L'analyse de chaque échantillon porte sur les points suivants : b) Analyse sensorielle : aspect visuel (aspect de la coupe, couleur, homogénéité de la couleur), odeur, texture (consistance en bouche), goût (franchise, sel)	-	-	-
	<sup>3</sup> Les critères « aspects visuels », « odeur », « texture » et « goût » sont évalués par la Commission de dégustation.	-	-	-
	<sup>3</sup> La désignation protégée Lard sec du Valais ne peut être utilisée que si le lard sec obtient au moins 75% des points.	Cf. ci-dessous		
	MC : Après une dégustation avec une note inférieure à 12 points, l'échantillon à la dégustation suivante doit avoir la note minimale de 12 points.	m	Délai	Commission de dégustation
	MC : Après deux dégustations successives avec une note inférieure à 12 points, l'échantillon à la 3 <sup>ème</sup> dégustation doit avoir la note minimale de 12 points.	R	Délai	Commission de dégustation
<sup>3</sup> Les procédures d'appréciation et de décision de la commission de dégustation sont définies dans le Manuel de contrôle Lard sec du Valais.	-	-	-	
Art. 10 : Traçabilité	<sup>1</sup> Chaque producteur de Lard sec du Valais doit prouver l'origine de la matière première (viande suisse) et démontrer que la viande a été salée, séchée et affinée en Valais.	M	Délai	Inspecteur OIC

	Chaque producteur de Lard sec du Valais doit assurer la traçabilité, en apposant sur ses produits un signe distinctif, défini par l'Association des producteurs et le Manuel de contrôle Lard sec du Valais.	M	R	Inspecteur OIC
	MC : Pour les producteurs n'ayant pas de contingent Proviande, le tableau des salaisons est existant.	m	Délai	Inspecteur OIC
	MC : La viande de porc suisse est séparée de la viande de porc étrangère.	M	Délai	Inspecteur OIC
Art. 11 : Étiquetage	<sup>1</sup> Le nom du producteur du Lard sec du Valais doit être mentionné sur les produits conditionnés pour le libre-service, tels que les barquettes ou les portions.	M	Délai	Inspecteur OIC
	<sup>2</sup> L'étiquetage du Lard sec du Valais doit obligatoirement porter la mention « Indication géographique protégée » ou IGP ainsi que le logo ci-dessous. 	m	Délai	Inspecteur OIC
Divers	MC : Le cahier des charges du Lard sec du Valais IGP, de la version en vigueur, est disponible sur le lieu de production.	m	Délai	Inspecteur OIC

Type de non-conformité :

- « m » = non-conformité mineure
- « M » = non-conformité majeure

Type de sanctions :

- « Délai » = Délai de remise en conformité
- « D » = Déclassement de la marchandise
- « R » = Refus ou retrait de certificat

### 3 Annexes

#### 3.1 Documents requis

<b><i>Documents requis pour la certification</i></b>	
<b><i>Documents de référence</i></b>	<b><i>Titre du document</i></b>
Cahier des charges	
Manuel de contrôle	2-LSV-MC Manuel de contrôle 2-LSV-MC Kontrollhandbuch
<b><i>Documents contractuels</i></b>	<b><i>Titre du document</i></b>
Contrat de contrôle et de certification	2-LSV-C Contrat 2-LSV-C Contrat-D
<b><i>Documents et directives de contrôle</i></b>	<b><i>Titre du document / Version/Date</i></b>
Rapport de contrôle/inspection utilisateur	2-LSV-CL Boucherie 2-LSV-CL Metzgerei